



Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence 5, 6 et 7 juillet 2013 / 5, 6 and 7 July 2013

Programme au 28 juin 2013 / Programme as of 28 June 2013

Le choc des temps

L'économie mondiale, entre urgences et long terme

L'économie mondiale, c'est un passé, un présent et un futur mais aussi une multitude de conceptions du temps. Chacun comprend que pays, cultures, domaines sont régis par des temps différents : le temps de la finance n'est pas celui de l'éducation et celui du politique n'est pas celui de l'industriel. Pour les uns les urgences s'accumulent, pour d'autres il s'agit de retrouver un horizon long, d'autres enfin, sont coincés entre le très court terme et le long terme...

À l'heure où l'économie mondiale se fait de plus en plus interdépendante, ces différents temps ne peuvent s'ignorer. Au contraire, parfois concurrents ou antagonistes, ils s'affrontent et leur choc peut paralyser. Ainsi, l'objectif de ces 13^e Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence est-il de réfléchir à comment l'économie mondiale peut retrouver un équilibre entre les urgences et la nécessaire construction du monde de demain.

Pendant trois jours, venant de plus de 35 pays, universitaires, chefs d'entreprises et représentants d'institutions vont débattre de ce Choc des Temps. Le vendredi après-midi sera consacré aux différents temps et aux clivages qu'ils peuvent engendrer. Le samedi matin se concentrera sur le temps des mutations et aux urgences qu'elles suscitent, puis le samedi après-midi sera l'occasion de construire le monde de demain et de réfléchir aux nécessaires politiques de long terme. Le dimanche, les réflexions se poursuivront sur le temps du politique, sur son heure, ses retards et sur la gouvernance de ces différents fuseaux horaires.

Les Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence seront conclues, comme toujours, par une déclaration du Cercle des économistes et, nouveauté cette année, par une déclaration des lauréats du concours « Inventez 2020 ! » dédié aux étudiants.

The Clash of Times

The World Economy, between Emergencies and the Long Term

The world economy has a past, a present, and a future. But it is also made up of a myriad of different approaches to time. Countries, cultures, sectors of activity conform to their own different notion of time; the pace of finance is different from the pace of education, politics and industry both have a different approach to time. For some, emergencies are building up; others must make it back to the long term. Others are stuck between the very short term and the long term.

At a time when the world economy is becoming more and more interdependent, these different competing approaches to time can no longer be ignored. They can be antagonistic and paralyse activities. The purpose of this 13th edition of the "Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence" is to reflect on the ways the world economy can regain a new balance between emergencies and the necessary construction of tomorrow's World.

During three days, academics, CEO's, representatives of international institutions all coming from more than 35 countries will debate on the issue of "The Clash of Times". Friday afternoon will be devoted to the different approaches to time and the dividing lines they can generate. The Saturday morning sessions will focus on the time needed for in-depth changes and the emergency measures they require. Saturday afternoon will be devoted to the construction of tomorrow's world and the related necessary long-term policies. The Sunday morning sessions will follow up with the issue of the political time approach, political delays and the governance of the many time zones.

As usual the "Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence" will be concluded by a final statement drawn up by the members of "Le Cercle des économistes" with the novelty this year of a final statement written by the winners of the "Inventez 2020!" student contest.

VENDREDI 5 juillet / Matin

Inventez 2020 ! La parole aux étudiants

Université d'Aix-Marseille

Site de Montperrin - 6 avenue du Pignonnet

10h00 - 12h00

Amphi 1

Le Cercle des économistes invite 100 étudiants à contribuer activement aux 13^e Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence.

Âgés de 18 à 28 ans, issus de toutes les formations, ils ont été sélectionnés par un concours national. Ils ont rédigé un texte original avec force de proposition pour l'avenir sur le thème : Inventez 2020 ! 25 d'entre eux, choisis par un jury présidé par Érik Orsenna, organisent leur propre session autour des thèmes qu'ils auront choisis en réponse au concours.

Cette session particulière vise à recueillir leurs idées, connaître leurs attentes pour les années à venir. Elle leur permettra de débattre avec les participants et experts venus du monde entier lors des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence.

FRIDAY 5 July / Morning

Invent 2020! Students, Speak up!

Université d'Aix-Marseille

Site de Montperrin - 6 avenue du Pignonnet

10:00 - 12:00

Amphi 1

The "Cercle des économistes" has invited 100 students to participate actively in the 13th edition of the "Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence".

The candidates are between 18 and 28: they come from a variety of university backgrounds and were selected at national level. They were asked to draft an essay on the topic "Invent 2020!" including recommendations for the future. 25 of them have been selected by a jury chaired by Erik Orsenna and will organize their own session in keeping with the topics they have chosen for the contest.

The purpose of this session is to collect their ideas, find out about their expectations for the coming years and allow them to debate with the experts from all over the world who will be participating in the Aix-en-Provence "Rencontres économiques".

VENDREDI 5 juillet / Après-midi

Les temps du monde

Université d'Aix-Marseille

Site de Montperrin - 6 avenue du Pignonnet

13h45 - 14h00

Amphi Montperrin

Ouverture des Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence et remise des prix du concours Inventez 2020 !

Par Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)

14h15 - 15h15

Amphi Montperrin

Session inaugurale

Le temps de l'économie et des sociétés : accélérations, transitions, ruptures

L'économie mondiale a été frappée il y a cinq ans par la crise financière la plus dévastatrice depuis les années 30. Néanmoins l'économie mondiale a, jusqu'ici, mieux résisté que par le passé : l'industrie financière américaine ne s'est pas effondrée, la crise de la dette européenne n'a pas fait disparaître l'euro, les relations commerciales internationales n'ont pas été interrompues. Cela suffit-il pour déclarer que le pire est derrière nous ? Au cours de l'Histoire, de nombreux espoirs ont été détruits par une opacité indéchiffrable décourageant les prévisions et décisions de long terme. Aujourd'hui, où allons-nous ? Depuis 2008, avons-nous tout bonnement cherché à retarder le pire ? Sommes-nous à l'aube d'un rééquilibrage historique marqué par des ajustements difficiles à l'Ouest et un dynamisme continu pour le « Reste » ? Allons-nous enfin sortir du premier « grand cycle » de l'économie mondiale et entrer dans une nouvelle phase d'ajustements structurels (probablement douloureux) menant à un nouveau potentiel de croissance ? Autant de questions à aborder dans une perspective de long terme et dans le but de déterminer les sujets sur lesquels nous devons nous concentrer aujourd'hui pour atteindre demain la troisième option : renforcer la discipline financière, stimuler l'innovation, augmenter la flexibilité sociale tout en rendant la solidarité plus efficace, développer la coopération internationale.

Intervenants :

Francis FUKUYAMA (Université de Stanford)

Étienne KLEIN (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives)

Lionel ZINSOU (Pai Partners)

Coordination : Jacques MISTRAL (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Nicolas PIERRON (Radio Classique)

FRIDAY 5 July / Afternoon

Times of the World

Université d'Aix-Marseille

Site de Montperrin - 6 avenue du Pignonnet

13:45 - 14:00

Amphi Montperrin

Opening of Rencontres Économiques d'Aix-en-Provence and presentation of the winners of the Invent 2020! contest

By Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes)

14:15 - 15:15

Amphi Montperrin

Opening Session

Economies and Societies across the Ages: Accelerations, Transitions and Breakdowns

Five years ago, the world economy was hit by the worst financial crisis since the 30's. But the world economy has –until now– proven more resilient than in that tragic precedent: the American financial establishment has not collapsed, the European debt crisis has not pushed the euro into the abyss, and international trade relations have not been disrupted. Is this sufficient to declare the worst is over? History is filled with examples in which expectations were not fulfilled. Confusion and short-sightedness have sometimes thwarted long-term planning and decision making. Where are we heading today? Since 2008, have we simply kicked the can down the road with the dreadful perspective of worse to come? Are we on the verge of historical rebalancing with the prospect of difficult adjustments in the West combined with greater dynamism of "the Rest"? Are we about to emerge from the first "big cycle" of the global economy and enter a new phase of possibly painful structural adjustments and a new cycle of growth? These are some of the themes that we will discuss. We will adopt a long-term perspective and focus on how to make a positive scenario more likely to happen: how to reinforce financial discipline, stimulate innovation, increase social flexibility, with more efficient solidarity and promote international cooperation.

Speakers:

Francis FUKUYAMA (Stanford University)

Étienne KLEIN (French Alternative Energies and Atomic Energy Commission)

Lionel ZINSOU (Pai Partners)

Coordination : Jacques MISTRAL (Le Cercle des économistes)

Hosted by : Nicolas PIERRON (Radio Classique)

15h15 - 16h45

Site de Montperrin, Amphi 1

Session 1

Cultures et rapport au temps

Le mal, écrivait Henri Michaux, « c'est le rythme des autres ». Chaque culture a un rapport propre au temps. Faut-il considérer que la coordination, dont l'économie est la science, requiert aujourd'hui une harmonisation des rythmes et du rapport que les agents économiques entretiennent avec le temps ? Qu'il s'agisse du monde de l'industrie ou de celui de la finance, les mentalités et les langages, dans leur rapport très variable aux temps longs comme aux temps de plus en plus courts de la décision, doivent nécessairement s'ajuster. On pourra opposer aux temps longs de la nature l'accélération toujours plus forte caractéristique de nos temps modernes. Cette session s'interrogera notamment sur les caractéristiques des évolutions culturelles du capitalisme dans ses différentes phases et des mentalités qui lui sont les plus propices ou qui en modifient les contours.

Introduction : Renato FLORES (Fondation Getulio Vargas)

Intervenants :

Hubert BAZIN (DS Avocats)
Jean-Louis BEFFA (Saint-Gobain)
Gilles FINCHELSTEIN (Fondation Jean Jaurès)
Jean-Christophe ISEUX VON PFETTEN (Institut Royal des études stratégiques est-ouest)
Achille MBEMBE (Université de Witwatersrand, Johannesburg)

Coordination : Françoise BENHAMOU (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Vincent LEMERRE (France Culture)

15h15 - 16h45

Site de Montperrin, Amphi Montperrin

Session 2

Crises et sorties de crises entre urgences et long terme

L'Histoire démontre que les crises économiques et plus encore les crises financières sont inhérentes à la dynamique du capitalisme. Au regard de l'Histoire, dans quel type de crise sommes-nous aujourd'hui ? Une grave crise financière ou la crise d'un modèle de croissance ? Si le temps des crises est celui des ruptures et des ajustements, dans quelle phase de la crise se situe aujourd'hui l'économie mondiale ? Dans le temps court du désendettement des ménages ou des États ? Dans le temps long des reconfigurations productives et de l'adaptation des institutions politiques et sociales ? Comment caractériser la crise actuelle à l'échelle du temps long du capitalisme ? En quoi ses caractères spécifiques influent-ils sur l'ampleur des mutations requises et sur les politiques de sortie de crise ? Où en sommes-nous du côté des États comme des entreprises, s'agissant des ajustements engagés, des arbitrages entre contraintes du temps court et préparation du temps long de demain, lorsque la croissance sera revenue ?

Introduction : Peter BOFINGER (Conseil allemand des experts économiques)

Intervenants :

Olivier KLEIN (BRED)
Éric LABAYE (McKinsey)
Li Yang (Académie chinoise des sciences sociales)
Gérard MESTRALLET (GDF SUEZ)
Pierre MONGIN (Groupe RATP)
Vera SONGWE (Banque mondiale)
Raymond TORRES (Bureau International du Travail)

Coordination : André CARTAPANIS (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Jean-Marc SYLVESTRE (i>Télé)

15:15 - 16:45

Site de Montperrin, Amphi 1

Session 1

Cultures and their Relationship to Time

As Henri Michaux put it "Evil is when you have to dance to other people's tempo." Every culture has its own relationship to time. We must take into consideration that coordination, the science of which is economics, requires that we harmonize the paces and relationships that different economic actors have with time. The industrial and financial worlds, mentalities and languages will have to adapt to ever shorter decision-making times. The long time of nature may conflict with this contemporary speeding-up of time. This session will examine the successive phases of capitalism, their cultural characteristics and the outlook that most favored capitalism or most altered its boundaries.

Introduction: Renato FLORES (Getulio Vargas Foundation)

Speakers:

Hubert BAZIN (DS Avocats)
Jean-Louis BEFFA (Saint-Gobain)
Gilles FINCHELSTEIN (Fondation Jean Jaurès)
Jean-Christophe ISEUX VON PFETTEN (Royal Institute of East-West Strategic Studies)
Achille MBEMBE (University of Witwatersrand, Johannesburg)

Coordination: Françoise BENHAMOU (Le Cercle des économistes)

Hosted by: Vincent LEMERRE (France Culture)

15:15 - 16:45

Site de Montperrin, Amphi Montperrin

Session 2

Crises and Exit from Crises, between Emergencies and the Long Term

History shows that economic crises, and even more so financial crises, are an inherent part of the dynamics of capitalism. Seen from a historical view point, what kind of crisis are we in today? Is it a serious financial crisis or rather the growing pains of a growth model? If the time of crises is one of breakdowns and adjustments, then at which stage of the crisis does the global economy stand today? In the short time period in which households and/or States are reducing debt? Or in the long time period of productive re-engineerings and of adapting political and social institutions? How do we characterize the current crisis with regard to the long-term scale of capitalism? To what extent do the specificities of this crisis influence the magnitude of changes that will be required for different strategies to exit from the crisis? Where are we at, among States and firms, regarding the adjustments already underway, and the trade-offs between short-term obligations and long-term preparation for when growth returns?

Introduction: Peter BOFINGER (German Council of Economic Experts)

Speakers:

Olivier KLEIN (BRED)
Éric LABAYE (McKinsey)
Li Yang (Chinese Academy of Social Sciences)
Gérard MESTRALLET (GDF SUEZ)
Pierre MONGIN (Groupe RATP)
Vera SONGWE (World Bank)
Raymond TORRES (International Labour Organization)

Coordination: André CARTAPANIS (Le Cercle des économistes)

Hosted by: Jean-Marc SYLVESTRE (i>Télé)

16h45 - 18h15

Site de Montperrin, Amphi 1

Session 3
Les temps du développement

Le développement rapide, c'est possible ! Plusieurs pays l'ont montré dans le dernier quart de siècle. D'autres se sont heurtés à de difficiles questions : Quelles sont les « bonnes » politiques publiques ? Les bonnes institutions ? Peut-on brûler les étapes du développement de l'agriculture ou de la base manufacturière et compter sur la croissance du secteur des services ? Comment accélérer les profonds processus de transformation sociale et sociétale qui sous-tendent le développement ?

Cette vision de pays bien portants qui se développent et de pays malades a aussi contribué à installer la culture du résultat de court terme. Comment rétablir la dimension temporelle dans la définition de l'efficacité en matière de développement ?

Pour de nombreux pays pauvres, le « développement » est une urgence. Il l'est aussi après les printemps arabes pour tous les jeunes menacés par un chômage massif. Comment définir des actions prioritaires ? Comment faire en sorte que l'action dans l'urgence serve aussi les intérêts de long terme ?

Introduction : Ibrahim Assane MAYAKI (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique)

Intervenants :

Esther DUFLO (MIT)

Joao Carlos FERRAZ (Banque brésilienne de Développement)

Philippe de FONTAINE VIVE (Banque européenne d'investissement)

Nora LUSTIG (Université Tulane)

Mustapha NABLI (ancien gouverneur de la Banque centrale de Tunisie)

Coordination : Pierre JACQUET (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Vincent GIRET (Le Monde)

16h45 - 18h15

Site de Montperrin, Amphi Montperrin

Session 4
Le prix du temps

Définir le taux d'intérêt comme prix relatif intertemporel d'un bien, c'est admettre que le temps a un prix. Mais la valeur accordée au temps est subjective : elle diffère entre les époques, les sociétés, les agents économiques, etc.

Les progrès technologiques ont « raccourci » le temps dont la rareté peut se traduire par une allocation sous-optimale des ressources. La préférence pour le présent de certains agents économiques est en opposition avec l'allongement de l'horizon des financements et des placements. À l'inverse, la révolution technologique et la concurrence entre plateformes de négociation des titres conduisent les opérateurs à raisonner en millisecondes. Comment réconcilier ces asymétries ?

Le prix du temps, approximé par le(s) taux d'intérêt, soulève aussi des enjeux macroéconomiques fondamentaux : soutenabilité des dettes quand les taux d'intérêt sont trop élevés ou remise en cause des systèmes de retraites et d'assurance-vie quand ils sont durablement bas.

Quelles seront les composantes systémiques des réponses apportées ?

Introduction : Hersh SHEFRIN (Université de Santa Clara)

Intervenants :

Christophe de BACKER (La Compagnie Financière Edmond de Rothschild)

Philippe CAMUS (Alcatel-Lucent)

FAN Gang (Institut National de Recherche Économique, Chine)

Louis GALLOIS (Commissariat général à l'investissement)

Éric LOMBARD (BNP Paribas Cardif)

Jean-Paul VILLAIN (Abu Dhabi Investment Authority)

Coordination : Catherine LUBOCHINSKY (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Jean-François PECRESSE (Radio Classique)

16:45 - 18:15

Site de Montperrin, Amphi 1

Session 3
Times of Development

Developing countries can develop at a fast pace: a number of countries have proved it in the last quarter of a century. However, many others have come up against difficult questions such as: What are "good" public policies? Which are the "right" institutions? Is it possible to bypass the development of agriculture or of manufacturing bases and rely instead on the growth of the service sector? How can we accelerate the deep underlying processes of social and societal transformation that underpin development?

This vision of healthy countries that develop vs. sick States that don't has fueled the quest for short-term results. How can the time dimension be factored into a better definition of development effectiveness?

For many of the poorest, "development" is a matter of great urgency, just as it is for the youth threatened by massive unemployment in the aftermath of the Arab Springs. How should priority actions be defined? How can short-term actions also be made to serve long-term interests?

Introduction: Ibrahim Assane MAYAKI (New Partnership for Africa's Development)

Speakers :

Esther DUFLO (MIT)

Joao Carlos FERRAZ (Brazilian Development Bank)

Philippe de FONTAINE VIVE (European investment bank)

Nora LUSTIG (Tulane University)

Mustapha NABLI (former Governor of the Central Bank of Tunisia)

Coordination: Pierre JACQUET (Le Cercle des économistes)

Hosted by: Vincent GIRET (Le Monde)

16:45 - 18:15

Site de Montperrin, Amphi Montperrin

Session 4
The Price of Time

Defining interest rates as the intertemporal relative price of goods implies that time comes with a cost. But the value of time is basically relative: it varies over time. It changes from one society, one economic agent to another.

Technological progress has shortened time, the scarcity of which can result in a misallocation of resources. The preference for the present of economic agents is at variance with the lengthening time needed for investment and finance. Conversely the technological revolution combined with competition among securities trading-platforms leads financial market participants to think in milliseconds. How do we reconcile these asymmetries of time preferences?

The cost of time, approximated by interest rate also raises the issue of the major macroeconomic stakes: debt sustainability of public debts when interest rates are too high. Conversely, lastingly low interest rates will challenge the sustainability of retirement pension schemes and life insurance systems.

What will be the systemic risks of the solutions that will be chosen?

Introduction: Hersh SHEFRIN (Santa Clara University)

Speakers:

Christophe de BACKER (La Compagnie Financière Edmond de Rothschild)

Philippe CAMUS (Alcatel-Lucent)

FAN Gang (National Economic Research Institute, China)

Louis GALLOIS (General Commission for Public Investment)

Éric LOMBARD (BNP Paribas Cardif)

Jean-Paul VILLAIN (Abu Dhabi Investment Authority)

Coordination: Catherine LUBOCHINSKY (Le Cercle des économistes)

Hosted by: Jean-François PECRESSE (Radio Classique)

5, 6 et 7 juillet 2013 - Le choc des temps

5, 6 and 7 July 2013 - The Clash of Times

SAMEDI 6 juillet / Matin

Les temps des mutations

Sciences Po Aix & Hôtel Maynier d'Oppède
25 & 23 rue Gaston de Saporta

8h15 - 9h15

Sciences Po Aix, amphitheâtre Bruno Etienne

Y a-t-il une spécificité française ?

Depuis l'an 2000, les résultats macroéconomiques français sont mauvais, plus mauvais que ceux des autres grands pays européens, qu'il s'agisse de l'investissement, de l'emploi, de la R&D ou de la capacité de la France à profiter de la croissance mondiale des années 2000-07. Certes, la France a échappé à un choc brutal sur sa dette souveraine mais le taux de sous-emploi des jeunes Français se rapproche dangereusement de ceux des pays du sud de l'Europe. Les problématiques de la perte de compétitivité, de l'explosion du déficit commercial sont au cœur du débat sans qu'aucune réponse simple ne puisse être apportée.

Un examen des différents secteurs est indispensable pour comprendre les déséquilibres de ces dernières années et leur décalage avec l'évolution des grandes économies mondiales. S'agit-il de structures bloquées sur le marché du travail ? De l'évolution trop rapide des rémunérations ? De l'explosion des équilibres des grandes branches de la protection sociale ? Ou de la réduction trop importante et trop uniforme de la durée du temps de travail ?

Au-delà d'un constat et d'une analyse sur la situation de la France, la question au cœur de cette session est celle des atouts de la France – entre autres la jeunesse et l'épargne importante – et de sa capacité à retrouver une trajectoire de croissance au moins équivalente à celle des pays de l'OCDE.

Intervenants :

Laurent BERGER (Confédération Française Démocratique du Travail)

Christophe de MARGERIE (Total)

Georges PLASSAT (Carrefour)

Augustin de ROMANET (Aéroports de Paris)

Coordination : Bertrand JACQUILLAT (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Sophie PEDDER (*The Economist*)

SATURDAY 6 JULY / Morning

Times of Changes

Sciences Po Aix & Hôtel Maynier d'Oppède
25 & 23 rue Gaston de Saporta

08:15 - 09:15

Sciences Po Aix, amphitheâtre Bruno Etienne

Is there a French Specificity?

Since 2000, France has been doing poorly, much more so than other large European countries, in terms of investment, employment, R&D or the capacity of taking advantage of the 2000-2007 global growth. Indeed, France has succeeded in avoiding a major shock on its sovereign debt but the unemployment rate of the young is getting dangerously close to those of Southern European countries. The issues of the loss of competitiveness, dramatic deterioration of the balance of trade have been at the heart of the economic debate without the emergence of any simple solution.

In order to understand these imbalances, it will be necessary to scrutinize the different economic sectors and the reasons why they are so much out of step with the evolution of major economic powers. Is it because the structures of the labor market are stalled? Have salaries increased too rapidly? Is it related to the financial disruption of the major branches of social protection? Has the reduction in working time been too drastic and implemented without distinction?

Beyond a thorough appraisal of the situation, the session will focus on the French assets among which, the youth of its population and large savings. The session will conclude on the French capacity to return to the path of growth, like other OECD countries.

Speakers:

Laurent BERGER (Confédération Française Démocratique du Travail)

Christophe de MARGERIE (Total)

Georges PLASSAT (Carrefour)

Augustin de ROMANET (Aéroports de Paris)

Coordination : Bertrand JACQUILLAT (Le Cercle des économistes)

Hosted by : Sophie PEDDER (*The Economist*)

9h15 - 10h45

Hôtel Maynier d'Oppède, amphi Zyromski

Session 5

La fin de la dictature de la finance ?

Bâle III et Solvabilité II ne marqueront pas la fin des nécessaires réformes de la régulation financière car le renforcement de la réglementation des banques et des assurances ne suffira pas à résorber la financiarisation des économies avancées.

Demandent encore une vigilance particulière :

- les dangers que représente le *shadow banking* qui n'est pas soumis à la réglementation appliquée au système bancaire traditionnel et qui a joué un rôle essentiel dans le déclenchement de la crise financière ;

- le foisonnement d'innovations financières qui a joué un rôle déstabilisant dans la crise ;

- la fragmentation de marchés financiers qui peut être une source d'opacité. Le développement de pratiques telles le *trading* haute fréquence, peut induire une instabilité préjudiciable aux entreprises et aux investisseurs.

Des solutions ont été évoquées aux plans nationaux et internationaux. Mais leur efficacité est menacée par l'existence de « paradis réglementaires ».

Introduction : Christian NOYER (Banque de France)

Intervenants :

Michel CICUREL (Michel Cicurel Conseil)

HU Yifan (Haitong Securities)

Hans-Helmut KOTZ (Université Goethe de Francfort)

Éric LE BOULCH (CM-CIC Securities)

Carol SIROU (Standard & Poor's)

Philippe WAHL (La Banque Postale)

Susan WOLBURGH JENAH (Organisme canadien de

réglementation du commerce des valeurs mobilières)

Coordination : Jean-Paul POLLIN (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Emmanuel LECHYPRE (BFM Business)

9h15 - 10h45

Sciences Po Aix, amphi Cassin

Session 6

La revanche de la nature

La nature, qui a beaucoup servi l'homme, est-elle en train de se retourner contre une gestion de la planète de plus en plus irresponsable ? Les scientifiques lancent aux économistes et aux politiques des messages de plus en plus alarmants sur les effets dramatiques et coûteux qu'aurait une continuation de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Le coût d'une action immédiate pour les réduire serait infiniment plus faible que celui qu'il faudra supporter si nous ne faisons rien. Mais les gains du développement des ressources fossiles sont rapides et élevés alors que les énergies à faible intensité carbone nécessitent d'importants investissements. Le temps est donc au cœur de la problématique et des rapports de forces sous-jacents. Seule une prise de conscience universelle et partagée peut inverser la tendance et rompre cette asymétrie. Faute de quoi, il ne restera plus aux populations qu'à « s'adapter » aux conséquences du réchauffement climatique. Ce sera plus facile pour les riches que pour les pauvres.

Introduction : Antony TURNER (Carbon Visuals)

Intervenants :

Xavier BEULIN (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles)

Jean-Louis CHAUSSADE (SUEZ ENVIRONNEMENT)

Bo FRANK (Maire de Växjö, Suède)

Pierre GADONNEIX (Conseil Mondial de l'Énergie)

Philippe GERMA (WWF France)

Luc OURSEL (AREVA)

Coordination : Jean-Marie CHEVALIER (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Christophe GILTAY (RTL - TVI)

9h15 - 10h45

Sciences Po Aix, amphi Bruno Etienne

Session 7

Innovation et obsolescence programmée

L'innovation est un moteur de la croissance et un des moyens de la réorienter. L'obsolescence programmée de certaines technologies est-elle une des manières de l'encourager ?

Les entreprises décident de remplacer une technologie ou un produit par un autre. Elles mettent en balance les coûts de l'investissement, le risque de cannibaliser leurs propres produits et d'un autre côté le risque d'être supplanté par un concurrent plus réactif. Côté consommateur, un produit techniquement supérieur est-il toujours un progrès ? Pour les précédents investisseurs, une nouvelle technologie peut les priver de leurs revenus et les décourager d'investir dans le futur. Sont ainsi mis en balance objectifs publics et privés et il faut s'interroger sur leur équilibre. On abordera donc les questions suivantes : Faut-il prévoir une obsolescence pour garantir l'innovation ? Quelle conséquence sur la consommation ? Comment encourager l'innovation sans négliger la recherche fondamentale ? Le temps du savant, le temps du financier sont-ils si différents ?

Introduction : Alec ROSS (ancien Conseiller pour l'innovation, États-Unis)

Intervenants :

Charles BEIGBEDER (Gravitation)

Lorraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ (Jeantet-Asociés)

Anil GUPTA (Honey Bee Network)

Philippe LAZARE (Ingenico)

Dominique MAILLARD (RTE)

Bethlehem TILAHUN ALEMU (SoleRebels)

Coordination : Marc GUILLAUME (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Christian MENANTEAU (RTL)

9h15 - 10h45

Hôtel Maynier d'Oppède, salle Friedrich Hegel

Session 8

Entreprises : être socialement responsable ou mourir

Le seul objectif de l'entreprise, c'est le profit, disait Friedman. Trop simple ? Devenu faux ? Pourquoi ? Avec quelles conséquences ?

Le profit est un solde entre des dépenses certaines et des encaissements incertains. Il est donc instable et dépend des risques pris. De plus, le profit d'aujourd'hui influence celui de demain : l'incertitude se poursuit dans le temps. Avec le progrès économique et social, la transparence croissante de l'entreprise, le profit devient de plus en plus difficile à obtenir, expliquer, accumuler. Les entreprises qui y parviennent se développent selon des modalités en lien avec leurs responsabilités.

Quelles sont donc ces responsabilités ? Comment les assumer ou les infléchir ? Quel est leur rôle dans le jeu concurrentiel « classique » ? Les entreprises européennes sont-elles économiquement et socialement plus responsables que leurs concurrentes ? La responsabilité est-elle compatible avec le profit, la croissance et l'emploi ? Faut-il réguler ces nouvelles exigences ?

Introduction : Tito MBOWENI (AngloGold Ashanti)

Intervenants :

Jean-Paul BAILLY (LE GROUPE LA POSTE)

Christophe BLANCHARD-DIGNAC (La Française des Jeux)

Jean-Pierre MARTEL (Orrick Rambaud Martel)

Jin Roy RYU (Poongsan Group)

Guillaume SARKOZY (Malakoff Médéric)

Jean-Dominique SENARD (Groupe Michelin)

Serge VILLEPELET (PwC)

Coordination : Jean-Paul BETBÈZE (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Henri GIBIER (Les Echos)

09:15 - 10:45

Hôtel Maynier d'Oppède, amphi Zyromski

Session 5 The End of Financial Dictatorship?

The setting up of Basel 3 and Solvency 2 will not mark the completion of the necessary reforms of the financial system. Indeed, the reinforcement of the regulation of banks and insurance companies will not lessen the increasing degree of financialization of advanced economies. In this respect, several phenomena require special attention:

- shadow banking, which is not subjected to the same regulations as the traditional banking system and played a major role in sparking off the financial crisis;
- the profusion of financial innovations that proved destabilizing in the crisis.
- the fragmentation of markets can be a source of opacity. In the same way, the development of certain practices such as high frequency trading is likely to induce an instability detrimental to both firms and investors. Several solutions were proposed at national and international levels to address these issues. However, their efficiency is threatened by the existence of "regulatory havens".

Introduction: Christian NOYER (Banque de France)

Speakers:

Michel CICUREL (Michel Cicurel Conseil)
HU Yifan (Haitong Securities)
Hans-Helmut KOTZ (Goethe University Frankfurt)
Éric LE BOULCH (CM-CIC Securities)
Carol SIROU (Standard & Poor's)
Philippe WAHL (La Banque Postale)
Susan WOLBURGH JENAH (Investment Industry Regulatory Organization of Canada)

Coordination: Jean-Paul POLLIN (Le Cercle des économistes)

Hosted by: Emmanuel LECHYPRE (BFM Business)

09:15 - 10:45

Sciences Po Aix, amphi Cassin

Session 6 Nature's Revenge

Is Mother Nature striking back against the increasingly irresponsible management of our planet? The international scientific community is sending out a growing number of alarming signals about the tragic and costly effects of increasing greenhouse gases emissions on world economy. The costs of an immediate action aiming at reducing emissions would be infinitely lower than the costs the international community will have to bear if nothing is done. But, drawing on fossil resources brings in quick and high profits, while low carbon intensity energies require considerable investments. Therefore, time is a core issue in this ongoing power struggle. Only a universal and shared awareness can reverse the current trend and break off this asymmetry. If this realization does not lead to voluntarist initiatives, populations will have no other choices but to "adapt" to the consequences of global warming, which will be easier for the rich than for the poor.

Introduction: Antony TURNER (Carbon Visuals)

Speakers:

Xavier BEULIN (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles)
Jean-Louis CHAUSSADE (SUEZ ENVIRONNEMENT)
Bo FRANK (Mayor of Växjö, Sweden)
Pierre GADONNEIX (World Energy Council)
Philippe GERMA (WWF France)
Luc OURSEL (AREVA)

Coordination: Jean-Marie CHEVALIER (Le Cercle des économistes)

Hosted by: Christophe GILTAY (RTL - TVI)

09:15 - 10:45

Sciences Po Aix, amphi Bruno Etienne

Session 7 Innovation and Planned Obsolescence

Innovation stands out as one of the major drivers of growth, and raises the question of encouraging applied and basic research. Beyond the age-old debate between the time of the scientist and the time of the financier, one can wonder if planning the obsolescence of certain technologies would not encourage this much needed innovation.

Private companies decide for themselves whether to replace a technology or a product by another, taking into account on one hand the return on investment costs from innovation revenues and the risk of eating into the market shares of their own products, and on the other hand the risk of being supplanted by a competitor. From the consumer's standpoint, do qualitatively superior products necessarily represent a progress? Imposing a new technology can deprive previous investors of their return on investments and discourage them from investing in the future.

In the race for innovation, public objectives and private ones should thus all be taken into account and brought into balance.

Introduction: Alec ROSS (former Senior Advisor for Innovation, United States)

Speakers:

Charles BEIGBEDER (Gravitation)
Loraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ (JeantetAsociés)
Anil GUPTA (Honey Bee Network)
Philippe LAZARE (Ingenico)
Dominique MAILLARD (RTE)
Bethlehem TILAHUN ALEMU (SoleRebels)

Coordination: Marc GUILLAUME (Le Cercle des économistes)

Hosted by: Christian MENANTEAU (RTL)

09:15 - 10:45

Hôtel Maynier d'Oppède, salle Friedrich Hegel

Session 8 Businesses: be Socially Responsible or Die

As Milton Friedman put it "The only objective of business is profit." Is this too simplistic? No longer true? If so, why? What are the consequences?

Profit is the balance between expenses, that can't be avoided and sometimes random receipts. As a consequence it is unstable and subjected to the risk incurred. Besides, today's profit can influence tomorrow's. Uncertainty continues over time. Economic and social progress along with the increasing transparency of business make profit more and more difficult to secure, maintain or accumulate. Companies that succeed in doing so develop in specific ways consistent with their new responsibilities.

What responsibilities are we talking about? Which ones are good and which less so? How can they be accepted, or altered? In what ways do they impact the traditional competition game? Are European companies economically and socially more responsible than their competitors? Are responsibilities consistent with profit, growth and employment? Should they be regulated?

Introduction: Tito MBOWENI (AngloGold Ashanti)

Speakers:

Jean-Paul BAILLY (LE GROUPE LA POSTE)
Christophe BLANCHARD-DIGNAC (La Française des Jeux)
Jean-Pierre MARTEL (Orrick Rambaud Martel)
Jin Roy RYU (Poongsan Group)
Guillaume SARCOZY (Malakoff Médéric)
Jean-Dominique SENARD (The Michelin Group)
Serge VILLEPELET (PwC)

Coordination: Jean-Paul BETBÈZE (Le Cercle des économistes)

Hosted by: Henri GIBIER (Les Echos)

10h45 - 12h15

Sciences Po Aix, amphî Bruno Etienne

Session 9

Compétitivité : une question d'horizon ?

Le débat sur la compétitivité a rebondi l'automne dernier en France, avec le rapport Gallois, mais il se pose également avec acuité dans les pays européens en crise, aux États-Unis et au Japon.

La compétitivité soulève d'emblée un problème d'arbitrage entre court terme et long terme. Par exemple, on sait qu'une dévaluation fiscale accroît à court terme la compétitivité/prix des entreprises, mais non à long terme, la hausse des salaires ayant tendance à annuler progressivement la réduction des coûts. À long terme, la politique de compétitivité se confond avec la politique de productivité et d'innovation. Toutes ces politiques sont longues à mettre en œuvre et mettent du temps à donner des fruits.

L'articulation entre les politiques de compétitivité de court terme et de long terme pose un problème d'affectation des moyens publics. Mais cet arbitrage ne saurait être réduit à cette contrainte de financement : soutenir les marges des entreprises à court terme permet de préparer l'avenir en améliorant leurs capacités à investir dans la productivité et l'innovation.

Introduction : Claudia BUCH (Université de Tübingen)

Intervenants :

Maurizio BORLETTI (Borletti Group)
Sharan BURROW (Confédération Syndicale Internationale)
Jaime GARCÍA-LEGAZ PONCE (Secrétaire d'État au Commerce, Espagne)
Jean-Luc PLACET (Fédération SYNTEC)
Nicolas TISSOT (Alstom)

Coordination : Agnès BÉNASSY-QUÉRÉ (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Philippe MABILLE
(La Tribune)

10h45 - 12h15

Sciences Po Aix, amphî Cassin

Session 10

La lutte contre les inégalités au bénéfice de la croissance

Le lien entre inégalité et croissance est un vieux débat : d'un côté, l'inégalité aurait un effet positif sur la croissance à travers l'épargne individuelle et les incitations à investir ; mais une distribution inégale des ressources peut limiter l'accumulation du capital en présence d'imperfection de crédit, restreindre l'accès à l'éducation et engendrer de l'instabilité politique et sociale.

Nous reviendrons sur la notion d'inégalité : inégalité de fait au sein d'un pays, entre les pays, entre nous, « citoyens du monde » ? Inégalité des opportunités : deux enfants de talent identique ne connaîtront pas à la naissance les mêmes circonstances sociales, l'un ira à l'école mais pas l'autre ? S'agit-il, non pas d'inégalité, mais de mobilité sociale, c'est-à-dire, de notre capacité à évoluer entre les différentes strates de la société, fût-elle inégalitaire ?

L'inégalité peut évoluer vite ou lentement. Une crise macroéconomique courte peut durablement modifier l'égalité des opportunités. Quelles contributions le marché et les politiques publiques peuvent-ils apporter à la construction d'une société plus équitable ?

Introduction : Nora LUSTIG (Université Tulane)

Intervenants :

François BOURGUIGNON (École d'Économie de Paris)
Frédéric LAVENIR (CNP Assurances)
Thierry MARTEL (Groupama)
Jayendra NAIDOO (J&J Group)
Akihiko TANAKA (Agence Japonaise de Coopération Internationale)

Coordination : Akiko SUWA-EISENMANN (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Guillaume DUVAL
(Alternatives Économiques)

10h45 - 12h15

Hôtel Maynier d'Oppède, amphî Zyromski

Session 11

Les rythmes du quotidien

Le progrès technologique a profondément changé nos modes de vie. L'adaptation de l'homme et de la ville n'est pas sans poser de questions.

- Quels pouvoirs ces nouveaux modes de communication et d'information donnent-ils à l'individu, aux médias et au politique ? Quelle est la réponse des entreprises ? Si ces nouveaux modes de communication excluent une partie des individus, comment les intégrer ? À l'inverse, dans certains pays, ne sont-ils pas un facteur d'intégration des populations isolées ?

- Dans l'entreprise, ce progrès technologique apporte des gains de compétitivité. Les réseaux engendrent de nouvelles formes de participation des salariés et des clients. Comment transformer les réseaux sociaux en réseaux pour la société ?

- Les modes de transport et leur accessibilité sont devenus centraux dans le quotidien de la population. Peut-on encore choisir sa vie quand on n'a pas choisi son adresse, comment lutter contre l'isolement de certaines zones en tenant compte des contraintes des entreprises et publiques ?

Introduction : Hiroshi WATANABE (Banque Japonaise pour la Coopération Internationale)

Intervenants :

Moralid CHIBOUT (Groupe Bolloré)
Eric MOLINIE (EDF)
Laurent MOREL (Klépierre)
Philippe SAJHAU (IBM France)

Coordination : Dominique ROUX (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Jean-Pierre ROBIN
(Le Figaro)

10h45 - 12h15

Hôtel Maynier d'Oppède, salle Friedrich Hegel

Session 12

Quel futur pour le capitalisme ?

La crise économique et financière illustre les profondes transformations du/des capitalisme(s) dans une économie mondialisée et polycentrique avec émergence de nouveaux pôles dominants. La troisième révolution industrielle a remplacé le tout-électrique par le tout-numérique et annonce des révolutions encore plus conséquentes : capitalisme cognitif et dématérialisé, révolution génétique, wkinomics, économie circulaire. Ces révolutions s'accompagnent de profonds déséquilibres écologiques et de la recherche de nouvelles énergies. Elles sont pleines de promesses mais posent aussi de redoutables défis pour les entreprises, les citoyens et les États.

Quelles seront les nouvelles formes de régulation du capitalisme et à quel échelon politique et technique ? Quel sera le nouveau rôle des citoyens et des États ? Comment assurer un développement durable et écologique au capitalisme de demain ? Enfin quelles seront les formes possibles de capitalisme, meilleur système à l'exception de tous les autres ?

Introduction : Yochai BENKLER (Université Harvard)

Intervenants :

Dominique CERUTTI (NYSE Euronext)
Jean-Pierre CLAMADIEU (Solvay)
Hadeel IBRAHIM (Fondation Mo Ibrahim)
Hartmut ROSA (Université Friedrich-Schiller)

Coordination : Yann ALGAN (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Éric LE BOUCHER (Les Echos / Slate.fr)

10:45 - 12:15

Sciences Po Aix, amphi Bruno Etienne

Session 9

Competitiveness: a Matter of Horizon?

In France, the debate on competitiveness was revived last autumn following the publication of the "Gallos report", but it is just as acute in other European states in crisis as well as in the US and in Japan.

Competitiveness immediately raises the issue of arbitration between short term and long term. For instance, we know that fiscal devaluation increases the competitiveness/price of firms in the short term. In the long term, however, salary increases tend to cancel cost reduction.

In the long term, competitiveness policies equal productivity and innovation policies. All these take time to implement and, above all, to bear fruit.

The balance between short-term and long-term competitiveness policies raises the issue of the allocation of public funds. However, the interconnection between the short and long-terms is not limited to this financial constraint: short term corporate profitability boosts companies' ability to invest in productivity and innovation.

Introduction: Claudia BUCH (University of Tübingen)

Speakers:

Maurizio BORLETTI (Borletti Group)

Sharan BURROW (International Trade Union Confederation)

Jaime GARCÍA-LEGAZ PONCE (Secretary of State for Trade, Spain)

Jean-Luc PLACET (Fédération SYNTEC)

Nicolas TISSOT (Alstom)

Coordination: Agnès BÉNASSY-QUÉRÉ (Le Cercle des économistes)

Hosted by: Philippe MABILLE (*La Tribune*)

10:45 - 12:15

Sciences Po Aix, amphi Cassin

Session 10

Fighting Inequalities for the Sake of Growth

The relationship between inequalities and growth is an old debate: on one hand inequality would have a positive effect on growth via individual savings and incentives to invest. On the other hand an unequal allocation of resources can hinder access to credit and thus limit capital accumulation; it also restricts access to education and fosters political and social instability.

We will go over the definition of inequality: is it inequality of outcomes within a country, or between countries, or between all of us as "citizens of the World"? Is it a matter of unequal opportunities: two identically talented children born in different social circumstances could either go to school or not. Or rather, is it social mobility that matters, that is, our capacity to move across the different layers of society?

Inequality can evolve slowly or quickly: even a short macroeconomic crisis can have a long-lasting impact on the equality of chances. How can the market and public policies contribute to a fairer society?

Introduction: Nora LUSTIG (Tulane University)

Speakers:

François BOURGUIGNON (Paris School of Economics)

Frédéric LAVENIR (CNP Assurances)

Thierry MARTEL (Groupama)

Jayendra NAIDOO (J&J Group)

Akihiko TANAKA (Japan International Cooperation Agency)

Coordination: Akiko SUWA-EISENMANN (Le Cercle des économistes)

Hosted by: Guillaume DUVAL (*Alternatives Économiques*)

10:45 - 12:15

Hôtel Maynier d'Oppède, amphi Zyromski

Session 11

The Pace of Daily Life

Technological progress has radically affected our lifestyles. The necessary adjustments for people and cities raise a number of questions.

- What power do new technologies leave to people, media, and politicians? How will companies react? If these new modes of communication exclude part of the individuals, how could they be integrated? Conversely, in some countries, new technologies are the way of integrating isolated populations.

- As for companies, technological progress can bring gains in competitiveness. Networks within companies and between people can result in new forms of participation by employees and clients. How to turn these social networks into networks for society?

- Modes of transport and mostly their level of accessibility have become a key issue in the everyday life of urban populations. How can one choose a life without choosing an address? How to fight against the isolation of certain areas? How to restore their economic attractiveness while taking administrative and business constraints into account?

Introduction: Hiroshi WATANABE (Japan Bank for International Cooperation)

Speakers:

Morald CHIBOUT (Groupe Bolloré)

Eric MOLINIE (EDF)

Laurent MOREL (Klépierre)

Philippe SAJHAU (IBM France)

Coordination: Dominique ROUX (Le Cercle des économistes)

Hosted by: Jean-Pierre ROBIN (*Le Figaro*)

10:45 - 12:15

Hôtel Maynier d'Oppède, salle Friedrich Hegel

Session 12

What Future for Capitalism?

The economic and financial crisis illustrates the in-depth transformations of capitalism or indeed capitalisms in a globalized and multi-centered economy with the emergence of new major activity areas. The third revolution has replaced the all-electric world by a fully digital environment and there is a lot more to come: knowledge-based and dematerialized capitalism, genetic revolution, "wikinomics" and circular economy. These revolutions are accompanied by serious ecological imbalances and the quest for new energies. They are promising but they also raise a number of formidable challenges for companies, citizens and States.

What will be the new ways of regulating capitalism: what political or technical level should be chosen to best regulate the world economies? What new roles will the States and citizens have to play? How can we secure sustainable and ecological growth for tomorrow's World? What will be the various forms of capitalism? Will it still be considered as the best of all systems?

Introduction: Yochai BENKLER (Harvard University)

Speakers:

Dominique CERUTTI (NYSE Euronext)

Jean-Pierre CLAMADIEU (Solvay)

Hadeel IBRAHIM (Mo Ibrahim Foundation)

Hartmut ROSA (University Friedrich-Schiller)

Coordination: Yann ALGAN (Le Cercle des économistes)

Hosted by: Éric LE BOUCHER (*Les Echos / Slate.fr*)

5, 6 et 7 juillet 2013 - Le choc des temps

5, 6 and 7 July 2013 - The Clash of Times

SAMEDI 6 juillet / Après-midi

Les temps des décisions économiques

Sciences Po Aix & Hôtel Maynier d'Oppède

25 & 23 rue Gaston de Saporta

15h00 - 15h30

Sciences Po Aix, amphî Bruno Etienne

Repenser l'industrie : le cas de l'automobile

L'industrie automobile dont la crise a révélé les problèmes structurels, est un bon exemple des nécessités d'ajustement de l'industrie européenne dans son ensemble. Le choc de demande, amplifié dans le cas d'une industrie fortement cyclique, a été aggravé en Europe et aux États-Unis par des questions structurelles plus profondes. La réponse des politiques économiques des deux côtés de l'Atlantique a été diamétralement opposée. Aux États-Unis, on a tenté de s'attaquer aux problèmes structurels de surcapacités de certains constructeurs. À l'inverse, l'Europe faisait le choix de solutions principalement conjoncturelles avec des plans temporaires de soutien à la demande plutôt que d'une restructuration nécessairement douloureuse. Aujourd'hui, les politiques d'appui à la demande étant arrivées à leur terme, la phase basse du cycle de la demande est amplifiée, dans la mesure où la reprise économique globale n'a pas pris le relais.

Face au déplacement de la demande et à la délocalisation des sites de production vers les pays de l'élargissement, la polarisation de la demande aux deux extrémités de gamme, l'évolution des usages de l'automobile et le virage technologique de la motorisation électrique, il s'agit maintenant de s'intéresser aux questions structurelles en suspens. Au final le temps des ajustements du secteur est sans rapport avec celui de ses bouleversements, avec des effets indirects massifs sur le reste de l'économie.

Intervenants :

Jacques ATTALI (PlaNet Finance)

Carlos GHOSN (Renault Nissan)

José Manuel SORIA LÓPEZ (Ministre de l'Industrie, de l'Énergie et du Tourisme, Espagne)

Coordination : Lionel FONTAGNÉ (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : François-Xavier PIETRI (TF1 / LCI)

SATURDAY 6 JULY / Afternoon

Times of Economic Decisions

Sciences Po Aix & Hôtel Maynier d'Oppède

25 & 23 rue Gaston de Saporta

15:00 - 15:30

Sciences Po Aix, amphî Bruno Etienne

Redesigning Industry: the Case of the Automobile Industry

The crisis has revealed the structural problems of the car industry. In this respect it is a good example of the necessity for European industry as a whole to adjust to the current economic environment. The demand shock, amplified in the case of the strongly cyclical car industry, was made worse in Europe and in the US by profound structural difficulties. Policy responses in the US and in Europe were diametrically opposed. The US addressed the structural issue of overcapacity, while Europe mostly opted for the short-term by stimulating demand instead of implementing painful but necessary restructuring measures. Global economic recovery has not taken hold and this has made the low ebb of the demand cycle more painful.

Given the current shift in demand, the outsourcing of production to Eastern European countries, the polarization of demand, changes in driving habits and the technological advent for powering vehicles (non gas), it is about time to confront pending structural issues. In the final analysis, the time it takes this economic sector to adjust is out of proportion with its disruptions and massive indirect effects on the rest of the economy.

Speakers:

Jacques ATTALI (PlaNet Finance)

Carlos GHOSN (Renault Nissan)

José Manuel SORIA LÓPEZ (Minister of Industry, Energy and Tourism, Spain)

Coordination : Lionel FONTAGNÉ (Le Cercle des économistes)

Hosted by : François-Xavier PIETRI (TF1 / LCI)

15h30 - 17h00

Hôtel Maynier d'Oppède, amphi Zyromski

Session 13 Financer l'économie

Pour financer l'économie, il faut un système financier qui mobilise les capacités d'épargne et porte les risques associés à son investissement. Ces dernières années ont montré combien l'exercice était difficile. D'un bout à l'autre de la planète, une masse importante d'épargne a été mobilisée mais les risques associés à son investissement ont souvent été mal appréciés. Comment améliorer le fonctionnement de nos systèmes financiers ? Comment prévenir la prise de risques excessive sans entraver celle nécessaire ? Comment faire pour que la vision de court terme des opérateurs de marchés permette à nos sociétés d'atteindre les objectifs de long terme qu'elles doivent avoir ?

Le rôle de l'État est-il seulement de réguler la finance ou bien aussi de guider la manière dont elle va allouer l'épargne en redéfinissant le cas échéant l'architecture de nos systèmes financiers, voire en prenant une partie des risques liés au financement de l'économie ?

Introduction : Tidjane THIAM (Prudential)

Intervenants :

Dietmar BAHR (Johannes Fuehr)
Vladimir DMITRIEV (Vnesheconbank)
Jean-Pierre JOUYET (Caisse des Dépôts)
Baudouin PROT (BNP Paribas)
Georges TERRIER (Davis Polk)
Rémy WEBER (CIC Lyonnaise de Banque)

Coordination : Anton BRENDER (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Emmanuel KESSLER (TF1/LCI)

15h30 - 17h00

Hôtel Maynier d'Oppède, amphi Friedrich Hegel

Session 14 Appréhender la transition démographique

Pour les sociétés vieillissantes d'Europe, les perspectives démographiques sont marquées par le sort des baby-boomers. À partir de 2035, l'inversion des flux permettra une quasi-stabilisation des ratios de dépendance démographique pendant une trentaine d'années. Au delà, la trajectoire démographique dépendra du rythme de progression de l'espérance de vie.

Entre temps, le poids financier sera de plus en plus lourd pour les actifs, les pressions migratoires resteront fortes, difficiles à gérer, mais potentiellement utiles. Pendant cette transition, il faudra veiller sur la génération âgée et se préoccuper des générations montantes. Comment éviter que leur charge soit trop lourde ? Jusqu'où les solidarités familiales permettront-elles de veiller sur les personnes très âgées ? Comment réorganiser les transferts patrimoniaux par des adaptations fiscales ? Enfin, peut-on espérer conserver l'esprit de progrès dans des populations à la moyenne d'âge élevée ?

Introduction : Elsa FORNERO (Université de Turin)

Intervenants :

Pervenche BERÈS (Parlement européen)
Hervé LE BRAS (Institut National d'Études Démographiques)
Gunnar LUND (Ambassadeur de Suède en France)
André MASSON (École des Hautes Études en Sciences Sociales)
Dorothee OUISSIKA (Banque africaine de développement)

Coordination : Jean-Michel CHARPIN (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Patrick LELONG (France Info)

15h30 - 17h00

Sciences Po Aix, amphi Bruno Etienne

Session 15 Relancer la gouvernance économique mondiale

Avec la mondialisation, les économies nationales sont beaucoup plus intégrées que les politiques économiques nationales ne sont coordonnées entre elles. De cet écart persistant naît une part de l'instabilité mondiale.

Peut-on s'attendre à une réduction de cet écart sur le long terme ? Par une remise en cause de la mondialisation, ou par des progrès significatifs de la gouvernance mondiale ? Le G20 a limité, depuis 2009, le recours au protectionnisme. Mais il paraît atteint d'une grande « fatigue » et il n'a pas le pouvoir d'édicter des normes internationales appliquées par tous ; Bâle III en est un exemple.

Faut-il créer de nouvelles instances internationales ou donner un réel pouvoir à celles qui existent déjà ? Comment contenir la « guerre des monnaies », assurer une production suffisante de biens collectifs mondiaux et éviter la multiplication des jeux non coopératifs ? Si la régulation mondiale s'avère limitée, peut-on compter sur des régulations régionales comme solution d'attente ?

Introduction : Jendayi FRAZER (Université Carnegie-Mellon)

Intervenants :

Lawrence CANNON (Ambassadeur du Canada en France)
Steve CLEMONS (The Atlantic)
Kazumasa IWATA (Japan Center for Economic Research)
Hye Min LEE (Ambassadeur de la République de Corée en France)
Pierre SELLAL (Ministère des Affaires étrangères et européennes, France)
Tatiana VALOVAYA (Ministre pour les affaires d'intégration et macroéconomiques de la Commission économique Eurasean)

Coordination : Christian de BOISSIEU (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Riccardo SORRENTINO (Il Sole 24 ore)

15h30 - 17h00

Sciences Po Aix, amphi Cassin

Session 16 Plus ou moins d'état ?

La mondialisation et le passage à une économie du savoir et de l'innovation a conduit les pays développés à remettre en cause le vieux modèle d'état providence. Les penseurs d'inspiration néolibérale prônent le « moins d'état », avec une réduction drastique des investissements publics et des prélèvements obligatoires, et un repli de l'état sur ses fonctions régaliennes. D'autres, notamment les sociaux-démocrates en Europe du Nord et également l'administration démocrate aux États-Unis, pensent qu'il est possible de réconcilier justice sociale, maîtrise des déficits et investissement dans la croissance et l'innovation. De façon plus générale, comment réformer l'état pour garantir une prospérité juste et durable dans l'économie mondialisée ? Comment concevoir une fiscalité juste et incitative ? Comment, enfin, assurer la pérennité d'un état efficace ?

Introduction : Laura TYSON (Université de Californie, Berkeley)

Intervenants :

Jameleddine BELHAJ ABDALLAH (Caisse des Dépôts et des Consignations, Tunisie)
Antonella CARUSO (Organisation des Nations Unies)
Élie COHEN (CNRS)
Kemal DERSIS (Brookings Institution)
Patrick HUBERT (CLIFFORD CHANCE)
Per MOLLANDER (Inspection de la sécurité sociale, Suède)
Andrés VELASCO (ancien Ministre des finances, Chili)

Coordination : Philippe AGHION (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Gilles LECLERC (Public Sénat)

15:30 - 17:00

Hôtel Maynier d'Oppède, amphi Zyromski

Session 13 Financing the Economy

In order to finance the economy, a financial system is needed that is capable of mobilizing available savings capacity while at the same time bearing the risks associated with the investment. The past years have demonstrated how difficult it is to meet those expectations. All over the planet, an enormous amount of savings has been mobilized. However, the risks associated with its investment have been underestimated. How can we improve the functioning of our financing system? How can we prevent unnecessary risk-taking without hindering necessary risks? What can be done to prevent the short-term actions of speculators from standing in the way of society's long-term aspirations? Should the State be limited to regulating finance or should it monitor the way that savings are allocated possibly by redesigning the architecture of our financial systems, by taking on some of the risks inherent to the financing of economy?

Introduction: Tidjane THIAM (Prudential)

Speakers:

Dietmar BAHR (Johannes Fuehr)
Vladimir DMITRIEV (Vnesheconombank)
Jean-Pierre JOUYET (Caisse des Dépôts)
Baudouin PROT (BNP Paribas)
Georges TERRIER (Davis Polk)
Rémy WEBER (CIC Lyonnaise de Banque)

Coordination: Anton BRENDER (Le Cercle des économistes)

Hosted by: Emmanuel KESSLER (TF1/LCI)

15:30 - 17:00

Hôtel Maynier d'Oppède, amphi Friedrich Hegel

Session 14 Dealing with Demographic Transitions

For the ageing societies of Europe, demographic perspectives remain closely connected with the story of baby-boomers. From 2035 onwards, the reversal of demographic flows will entail a quasi-stabilization of dependency ratios for the following 30 years or so. After that, the demographic curve will depend on the progression of life expectancy. During this transition, the financial burden will be increasing for the working population; migratory pressures will remain strong, difficult to manage, but potentially useful. The elderly will have to be taken care of, but it is the rising generations, that will require the greatest attention. To what extent will family solidarity be enough to look after the very old? How can we best organize financial transfers by means of fiscal policies? Finally is it realistic to expect populations with a high-age average to retain a forward-looking mentality.

Introduction: Elsa FORNERO (University of Turin)

Speakers:

Pervenche BERÈS (European Parliament)
Hervé LE BRAS (Institut National d'Études Démographiques)
Gunnar LUND (Ambassador of Sweden in France)
André MASSON (School for Advanced Studies in the Social Sciences)
Dorothee OUISSIKA (African Development Bank)

Coordination: Jean-Michel CHARPIN (Le Cercle des économistes)

Hosted by: Patrick LELONG (France Info)

15:30 - 17:00

Sciences Po Aix, amphi Bruno Etienne

Session 15 Getting Global Economic Governance out of the Doldrums

Globalization has resulted in national economies becoming far more integrated than national economic policies. World instability is a consequence of this discrepancy. Can we expect a reduction of this gap in the long run? Can we do this by questioning globalization, or through significant progress in international coordination and world governance? Since 2009, the G20 has succeeded in limiting the temptation of protectionism. Currently however, it seems to be going through a period of great weariness. Besides, and as demonstrated by the Basel 3 example, it is not entitled to decree international rules. Should we create new international institutions or grant real power to those we already have? How do we contain the "currency war", foster enough world collective goods and avoid the proliferation of non-cooperative players. If international regulation proves to be unattainable can we rely on regulation at regional level as temporary solutions?

Introduction: Jendayi FRAZER (Carnegie Mellon University)

Speakers:

Lawrence CANNON (Ambassador of Canada in France)
Steve CLEMONS (The Atlantic)
Kazumasa IWATA (Japan Center for Economic Research)
Hye Min LEE (South Korea Ambassador to France)
Pierre SELLAL (Ministry of Foreign and European Affairs, France)
Tatiana VALOVAYA (Eurasian Economic Commission, Member of the Board, Minister for Macroeconomics and Principal Directions of Integration)

Coordination: Christian de BOISSIEU (Le Cercle des économistes)

Hosted by: Riccardo SORRENTINO (Il Sole 24 ore)

15:30 - 17:00

Sciences Po Aix, amphi Cassin

Session 16 More State or Less State?

Globalization and the transition toward knowledge and innovation-based economy have led developed countries to question the old welfare-state model. Neo-liberal economists plead for "less State", drastic reduction of public expenditures and mandatory taxes, and withdrawal of the state to its traditional prerogatives. Others, notably Northern European socio-democrats and the USA democrat administration, believe that it is possible to reconcile social justice, control of deficits and investments in growth and innovation. More generally what reforms should be implemented to secure a fair and sustainable globalized growth? How to design a fair and incentive tax system? How finally to ensure the continuity of efficient States?

Introduction: Laura TYSON (University of California, Berkeley)

Speakers:

Jameleddine BELHAJ ABDALLAH (Caisse des dépôts et des Consignations, Tunisia)
Antonella CARUSO (United Nations)
Élie COHEN (CNRS)
Kemal DERVIS (Brookings Institution)
Patrick HUBERT (CLIFFORD CHANCE)
Per MOLANDER (Swedish Social Insurance Inspectorate)
Andres VELASCO (Former Minister of Finance, Chili)

Coordination: Philippe AGHION (Le Cercle des économistes)

Hosted by: Gilles LECLERC (Public Sénat)

17h00 - 18h30

Sciences Po Aix, amphî Bruno Etienne

Session 17 Réindustrialisez ! Il est temps.

Entre 1999 et 2012, la France a perdu 40% de ses parts de marché à l'exportation et la part de la valeur ajoutée industrielle dans le PIB a baissé de 30%. Or, 80% des exportations mondiales de biens et services sont des exportations de marchandises (10 premiers exportateurs mondiaux). Le déficit extérieur de la France est donc un problème majeur.

Nous sommes dans la 3^e révolution industrielle. L'informatisation de la recherche, de la production et de la distribution en est le moteur principal.

Réindustrialiser suppose de définir l'industrie de demain et les points forts sur lesquels construire une stratégie de réindustrialisation. Ensuite, il s'agira d'identifier les systèmes de financement et les politiques fiscales de nature à la financer, les réformes institutionnelles, fiscales, ou sociales susceptibles d'accélérer le processus. Quelles réformes mettre en place dans le monde de l'éducation et de la recherche pour appuyer cette réindustrialisation.

Introduction : Ramon FERNANDEZ (Direction générale du Trésor, France)

Intervenants :

Thierry de MONTBRIAL (Institut Français des Relations Internationales)

Carlos ESPINOSA de LOS MONTEROS (Marca España)

Clara GAYMARD (GE)

Bruno LAFONT (Lafarge)

Didier LOMBARD (STMicroelectronics)

Yves PERRIER (Amundi)

René RICOL (Ricol Lasteyrie)

Coordination : Christian SAINT-ÉTIENNE (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Philippe LEFÉBURE (France Inter)

17h00 - 18h30

Hôtel Maynier d'Oppède, amphî Friedrich Hegel

Session 18 Prendre le temps de former

L'éducation et la formation constituent des « mantras » de la croissance, de la réduction des inégalités, etc. Elles donnent accès à des emplois de meilleure qualité, mieux rémunérés et plus ouverts sur l'avenir. Elles sont associées à une meilleure santé, à des conditions de vie sociale plus enrichissantes et à des capacités de reconversion élargies en cas de difficultés économiques. Elles contribuent à l'efficacité générale de l'économie. Pourtant, cet édifice semble aujourd'hui ébranlé. Les rendements économiques de l'éducation et de la formation sont en baisse, le savoir transmis est contesté, le lien entre qualification et compétence s'est distendu, les classes moyennes se perçoivent en déclin en dépit de leur effort de formation. Nous dresserons un panorama objectif de la situation, pour en éclairer les causes et définir les axes d'une stratégie de la formation sur des bases renouvelées en fonction des défis des crises actuelles dans le contexte de l'économie du XXI^e siècle.

Introduction : Geneviève FIORASO (Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, France)

Intervenants :

Jean-Paul DE GAUDEMAR (Conseiller éducation auprès du Premier ministre, France)

Nezha LAHRICHI (Conseil National du Commerce Extérieur, Maroc)

Patrick LEFAS (Cour des comptes, France)

Kathryn McDOWELL (LSO Discovery)

Stéphane PUEL (Gide Loyrette Nouel)

Cédric VILLANI (Institut Henri-Poincaré)

Coordination : Philippe TRAINAR (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Dominique ROUSSET (France Culture)

17h00 - 18h30

Hôtel Maynier d'Oppède, amphî Zyromski

Session 19 Équilibrer le budget

S'il est un domaine où il faut laisser du temps au temps pour les pays confrontés à un problème de liquidité et non de solvabilité, c'est bien celui du retour à l'équilibre des comptes publics et à des finances publiques soutenables. Si les autorités chargées de la politique monétaire et budgétaire font le même diagnostic, alors il faut au contraire agir urgemment et restructurer au plus vite la dette pour la rendre soutenable.

Un décalage des anticipations quant au diagnostic formé par les acteurs de marché, les autorités en charge de la politique budgétaire et monétaire, et les contribuables-électeurs peut avoir des conséquences dramatiques.

La gestion des dettes souveraines exige une synchronisation spécifique du temps économique (celui des marchés) et du temps politique. Les marchés doivent-ils, peuvent-ils attendre les populations, ou celles-ci doivent-elles avancer au rythme des marchés ? Il faut suivant les cas gagner du temps ou ne pas en perdre.

Introduction : Anna KINBERG BATRA (Parlement, Suède)

Intervenants :

Jared BERNSTEIN (Centre on Budget and Policy Priorities)

Jean BEUNARDEAU (HSBC)

Francesco GIAVAZZI (Université Bocconi)

Wolf KLINZ (Parlement européen)

Valérie PÉCRESSÉ (ancienne ministre du Budget, des Comptes publics et de la Réforme de l'État, France)

Charles WYPLOSZ (Institut des Hautes Études Internationales et du Développement)

Coordination : Alain TRANNOY (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Philippe MUDRY (L'Agefi)

17h00 - 18h30

Sciences Po Aix, amphî Cassin

Session 20. À quoi servent les économistes ?

La question est légitime, dans un contexte où bon nombre d'économistes – mais pas tous – ont « raté » la crise financière. Myopie face à des fonctionnements de marché jugés stabilisants, lorsqu'ils se sont révélés *ex post* de formidables amplificateurs et canaux de transmission, difficulté à penser l'interaction entre le financier et l'économie réelle, proximité parfois trop grande avec les institutions financières, voire les États.

Plutôt que de revisiter les échecs passés fût-ce dans une perspective de « psychothérapie collective », l'objectif de cette session est de débattre de manière plus prospective : comment les économistes peuvent-ils être utiles ? Que devons-nous chercher à mieux comprendre ? Les économistes sont-ils des chercheurs, des conseillers, des experts ? Quelles sont leurs responsabilités dans chacune de ces postures ? Quelles sont les interactions nécessaires des économistes entre eux, et avec les autres ? Quel rôle pour les institutions multilatérales en charge de la surveillance de l'économie mondiale ?

Introduction : Nassim Nicholas TALEB (Université de New York)

Intervenants :

Michel AGLIETTA (CEPII)

José CORDOBA (Anesco)

Lars HEIKENSTEN (Fondation Nobel)

Maxime JADOT (BNP Paribas Fortis)

Christopher POTTS (Kepler Cheuvreux)

Tomáš SEDLÁČEK (CSOB Bank)

Rintaro TAMAKI (OCDE)

Coordination : Claire WAYSAND (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : Philippe ESCANDE (Le Monde Eco & entreprise)

17:00 - 18:30

Sciences Po Aix, amphitheatre Bruno Etienne

Session 17
Time to Reindustrialize

Between 1999 and 2012, France lost 40% of its export market shares while the proportion of industrial added value in GDP fell by 30%. Now, 80% of goods and services exported worldwide (for the top ten exporting countries) are commodity exports.

Therefore, France's external deficit is the most urgent economic problem to solve.

We are in the third industrial revolution which is led by computerization of research, production and distribution.

Reindustrializing implies defining tomorrow's industry and the strong points on which the strategy of reindustrialization should be built. Eventually, adequate funding systems and fiscal policies will have to be devised in order to promote this strategy; and we will need to identify the fiscal, institutional and social reforms most likely to speed up the process. Finally the reforms in education and research, which are needed to support the reindustrializing process will have to be discussed.

Introduction: Ramon FERNANDEZ (French Treasury)

Speakers:

Thierry de MONTBRIAL (Institut Français des Relations Internationales)

Carlos ESPINOSA de LOS MONTEROS (Marca España)

Clara GAYMARD (GE)

Bruno LAFONT (Lafarge)

Didier LOMBARD (STMicroelectronics)

Yves PERRIER (Amundi)

René RICOL (Ricol Lasteyrie)

Stephen WILLARD (Flamel Technologies)

Coordination: Christian SAINT-ÉTIENNE (Le Cercle des économistes)

Hosted by: Philippe LEFÉBURE (France Inter)

17:00 - 18:30

Hôtel Maynier d'Oppède, amphitheatre Friedrich Hegel

Session 18
Taking the Time to Train People

Education and training are the "mantras" of growth, reduction of disparities, etc. They provide access to higher quality, better paid and more forward-looking jobs. They are associated with better health, richer social life, longer life expectancy and better capacity to adjust to economic hardship... They contribute to the overall efficiency of economy. However, the whole structure has become unsure of its roots. The economic returns on educational investments are decreasing; the knowledge transferred is questioned, the relation between training and professional skills has loosened; the middle class see themselves as declining in spite of their training drive. We will provide an overview of the current situation of inequalities in France, in Europe, and in the World with regard to education, highlight its sources and try to define the main training strategies most likely to meet the challenges raised by the current crises within the context of the 21st century knowledge-based economy.

Introduction: Geneviève FIORASO (Minister for Higher Education and Research, France)

Speakers:

Jean-Paul DE GAUDEMAR (Special advisor for Education, France)

Nezha LAHRICHI (National Foreign Trade Council, Morocco)

Patrick LEFAS (French State Audit Office)

Kathryn McDOWELL (LSO Discovery)

Stéphane PUEL (Gide Loyrette Nouel)

Cédric VILLANI (Institut Henri-Poincaré)

Coordination: Philippe TRAINAR (Le Cercle des économistes)

Hosted by: Dominique ROUSSET (France Culture)

17:00 - 18:30

Hôtel Maynier d'Oppède, amphitheatre Zyromski

Session 19
Balancing the Budget

If there is one field where things must be given time, it is that of restoring balance between public spendings and sustainable public income. At least for those States faced with liquidity rather than solvency problems. If authorities in charge of monetary and budget policies share the diagnosis then we must act urgently to restructure the public debt as fast as possible in order to make it bearable.

Any discrepancy in the prognosis made by market participants, institutions in charge of budget and monetary policies, as well as tax-paying voters could have disastrous consequences. The management of national debts demands a specific synchronization between economic time (the markets) and political time. Can markets afford to wait for populations or should the latter adjust to the pace of markets? This implies gaining time in the first case and not wasting it in the second case.

Introduction: Anna KINBERG BATRA (Parliament, Sweden)

Speakers:

Jared BERNSTEIN (Centre on Budget and Policy Priorities)

Jean BEUNARDEAU (HSBC)

Francesco GIAVAZZI (Bocconi University)

Wolf KLINZ (European Parliament)

Valérie PÉCRESSÉ (former Minister of the Budget, France)

Charles WYPLOSZ (Graduate Institute of International Studies)

Coordination: Alain TRANNOY (Le Cercle des économistes)

Hosted by: Philippe MUDRY (L'Agefi)

17:00 - 18:30

Sciences Po Aix, amphitheatre Cassin

Session 20
What are Economists for?

The question is still worth asking as many economists –though not all– "missed" the financial crisis. How did this happen? Was it shortsightedness when it came to assessing markets praised for their stabilizing effects when they turned out *ex post* to be formidable transmission channels and amplifiers? Was it the difficulty of coming to grips with the interaction between the financial sphere and the real economy? A degree of collusion with financial institutions or even States?

Rather than dwelling on past failures, be it for the sake of "group therapy", this session will focus on a more prospective debate: how can economists make themselves useful? What is an economist? An academic, an advisor, an expert? What responsibilities does he hold in each of these capacities? What kind of interaction would be useful both among them and with others? What role should they play within multilateral institutions in charge of global economic oversight?

Introduction: Nassim Nicholas TALEB (New York University)

Speakers:

Michel AGLIETTA (CEPII)

José CORDOBA (Anesco)

Lars HEIKENSTEN (Nobel Foundation)

Maxime JADOT (BNP Paribas Fortis)

Christopher POTTS (Kepler Cheuvreux)

Tomáš SEDLÁČEK (CSOB Bank)

Rintaro TAMAKI (OECD)

Coordination: Claire WAYSAND (Le Cercle des économistes)

Hosted by: Philippe ESCANDE (Le Monde Eco & entreprise)

DIMANCHE 7 juillet / Matin

Le temps du politique?

Université d'Aix-Marseille

Site de Montperrin - 6 avenue du Pignonnet

8h15 - 8h45

Amphi Montperrin

Introduction sur le temps du politique

Olli REHN (Vice-président de la Commission européenne, Affaires économiques et monétaires et euro)

Coordination : **Christian de BOISSIEU** (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : **Bruna BASINI** (*Le Journal du Dimanche*)

8h45 - 9h45

Amphi Montperrin

Session 21

Rendre à la politique économique des perspectives de long terme

La politique économique réagit souvent dans l'urgence : chute violente de l'activité, chômage de masse, crise financière, déflation... Mais elle ne doit pas perdre de vue ses objectifs de long terme, sinon la réaction dans l'urgence conduira à une situation encore plus dégradée. Quelques exemples :

- la violence de la réaction de la politique budgétaire à la crise en 2009, oubliant que la crise allait être durable, et qu'il allait falloir rétablir la solvabilité budgétaire de long terme dans une période de croissance faible ;
- à l'inverse, la violence de la correction des déficits publics en Europe depuis 2010, oubliant que si les politiques budgétaires restrictives réduisent la croissance potentielle, la situation économique et budgétaire sera encore pire dans le futur ;
- l'expansion monétaire sans limite répond au risque de déflation mais oublie l'objectif de stabilité financière : bulles sur les prix des actifs, instabilité des taux de change compte tenu de la taille énorme des flux de capitaux internationaux ;
- le chômage massif des jeunes non qualifiés a conduit certains pays à baisser les charges sociales sur les plus bas salaires et à accroître l'emploi pour ces jeunes dans les Administrations publiques, oubliant que tout cela était financé par une taxation accrue du secteur exposé et conduirait à la désindustrialisation. On peut se demander si entreprises et politiques savent faire des politiques économiques de court terme sans tuer les politiques de long terme ?

Intervention préliminaire: **Christine LAGARDE** (Fonds Monétaire International)

Intervenants :

Pierre-André de CHALENDAR (Saint-Gobain)

Motoshige ITOH (Université de Tokyo)

Adair TURNER (ancien Président de l'Autorité britannique des services financiers)

Coordination : **Patrick ARTUS** (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : **Dominique SEUX** (*Les Echos*)

SUNDAY 7 July / Morning

Times of Politics?

Université d'Aix-Marseille

Site de Montperrin - 6 avenue du Pignonnet

08:15 - 08:45

Amphi Montperrin

Introduction on the Times of Politics

OLLI REHN (Vice-President of the European Commission, Economic and Monetary Affairs and the Euro)

Coordination : **Christian de BOISSIEU** (Le Cercle des économistes)

Hosted by: **Bruna BASINI** (*Le Journal du Dimanche*)

08:45 - 09:45

Amphi Montperrin

Session 21

Restoring Long-term Perspective to Economic Policies

Economic policy often responds abruptly to a drastic fall in activity: mass unemployment, financial crisis, deflation, etc. But it should never lose sight of its long-term objectives, otherwise the swift reaction will lead to an even worse situation. A few examples:

- the fierceness of the fiscal policy in reaction to the crisis in 2009, which failed to consider the possibility that the crisis would be enduring, and that long-term fiscal solvency would have to be restored in a period of sluggish growth;
- conversely, the massive fiscal deficit correction in Europe since 2010 under the threat of a financial crisis has not taken into account the fact that if the restrictive fiscal policies reduce potential growth, the economic and budgetary situation will be even worse in the future;
- the limitless monetary expansion is a response to the risk of deflation, but fails to take into account the objective of financial stability, leading to serious subsequent risks: asset price bubbles and exchange-rate instability given the huge size of international capital flows;
- massive unemployment among unskilled youth, which in some countries has led to reductions in payroll taxes on the lowest wages, and to an increase in jobs for these young people in the public sector financed by increased taxes on the exposed sector thus leading to deindustrialisation.

One can wonder if firms and politics are capable of elaborating short-term economic policies without killing long-term policies.

Keynote speech: **Christine LAGARDE** (International Monetary Fund)

Speakers:

Pierre-André de CHALENDAR (Saint-Gobain)

Motoshige ITOH (University of Tokyo)

Adair TURNER (former Chairman of the Financial Services Authority)

Coordination: **Patrick ARTUS** (Le Cercle des économistes)

Hosted by: **Dominique SEUX** (*Les Echos*)

9h45 - 10h30

Amphi Montperrin

Les sociétés européennes à l'épreuve de l'Europe

Intervenants :

Mario MONTI (ancien Président du Conseil, Italie)
Pierre MOSCOVICI (Ministre de l'Économie et des Finances, France)
Jean-Claude TRICHET (ancien Président de la Banque centrale européenne)

Coordination : **Olivier PASTRÉ** (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : **Hedwige CHEVRILLON** (BFM Business)

10h30 - 11h45

Amphi Montperrin

Session 22

Le temps des crises : une dynamique de la construction européenne

L'Europe fait face à des inquiétudes croissantes sur son présent et sur son avenir à plusieurs titres.

Tout d'abord et très pragmatiquement, l'excès de dette, par l'austérité qui s'en suit, génère des inquiétudes sur la croissance immédiate mais aussi sur l'avenir économique des pays aux dettes les plus importantes : combien de temps faudra-t-il pour réduire les dettes et reconstruire leurs capacités à produire des richesses ? Résoudra-t-on véritablement les problèmes actuels par de la mutualisation de dette ?

Le « modèle européen » inquiète également à travers la crise des institutions et de légitimité. Comment répondre à cette demande pressante alors même que la construction d'une nation s'inscrit forcément dans le temps long ? Est-ce que l'objectif d'États Unis d'Europe qui était celui des « pères fondateurs » doit toujours être celui d'aujourd'hui ? Plus généralement, quel modèle pour quelle Europe ?

Enfin, quelle est la place de l'Europe au sein de la communauté internationale ? Est-ce que le temps de l'Europe est passé ou peut-elle encore influencer le monde de demain face aux nouveaux géants ?

Introduction : **Jens WEIDMANN** (Bundesbank)

Intervenants :

Marwan LAHOUD (EADS)
Yannos PAPANTONIOU (ancien Ministre des Finances, Grèce)
Didier REYNDERS (Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, Belgique)
Hubert VÉDRINE (ancien Ministre des Affaires étrangères, France)

Coordination : **Laurence BOONE** (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : **Nicolas BEYTOUT** (L'Opinion)

09:45 - 10:30

Amphi Montperrin

European societies put to the test of Europe

Intervenants :

Mario MONTI (former Prime Minister, Italy)
Pierre MOSCOVICI (Minister of Finance, France)
Jean-Claude TRICHET (former President of the European Central Bank)

Coordination : **Olivier PASTRÉ** (Le Cercle des économistes)

Hosted by : **Hedwige CHEVRILLON** (BFM Business)

10:30 - 11:45

Amphi Montperrin

Session 22

Crises as Dynamic Components of European Construction

Europe is facing growing concerns about its present and its future on several accounts.

To begin with earth-to-earth issues, excessive sovereign debt and the ensuing austerity policies have generated anxieties over immediate growth and over the economic future of the largest debtor countries. How long will it take them to reduce their debt and re-build their capacity to produce wealth? Can we really solve current issues by debt mutualization? The "European model" is also challenged by the institutional crisis and the questioning of its legitimacy. How can we tackle this urgent question within the long-time frame needed for the birth of a state? Should the objective of the United States of Europe, as dreamed of by the "founding fathers", still be our objective? More generally, which model for which Europe?

Finally, what is Europe's place in the international community? Is the time of Europe over or can it still influence tomorrow's world along with the emerging new giants?

Introduction : **Jens WEIDMANN** (Bundesbank)

Speakers:

Marwan LAHOUD (EADS)
Yannos PAPANTONIOU (former Minister of Finance, Greece)
Didier REYNDERS (Vice-Prime Minister and Minister of Foreign Affairs, Belgium)
Hubert VÉDRINE (former Foreign Minister, France)

Coordination : **Laurence BOONE** (Le Cercle des économistes)

Hosted by : **Nicolas BEYTOUT** (L'Opinion)

11h45 - 13h15

Amphi Montperrin

Session 23

Le monde face au choc des temps

À l'exception de la Corée du Nord et de quelques tristes réduits du même acabit, tous les dirigeants du monde font face à la dictature de l'urgence. Beaucoup, dans le monde développé comme dans le monde émergent, se montrent hors d'état de définir et de mettre en œuvre un programme de réformes pourtant destiné à améliorer, à horizon de quelques années, le bien-être de l'ensemble de la collectivité. Beaucoup se montrent hors d'état de se saisir des enjeux intergénérationnels comme le vieillissement ou le changement climatique.

Comment faire face à ce défi ? Est-ce affaire de technologie de gouvernance, à l'image de la généralisation du modèle de la banque centrale indépendante, qui a été conçu pour répondre au problème de l'incohérence temporelle ? Faut-il miser sur des modalités spécifiques de concertation sociale ou de consensus transpartisan (Europe du Nord) ? Faut-il miser sur les organisations internationales (Europe du Sud) ? Faut-il se résigner à attendre les crises et à compter sur elles pour forcer les sociétés à dépasser leur myopie ? Ou bien faut-il accepter que les enjeux temporels divisent nécessairement les sociétés parce que la distribution des préférences pour le présent est très hétérogène ?

Intervenants :

Benoît COEURÉ (Banque centrale européenne)

Gerhard CROMME (Siemens)

Koichi HAMADA (Conseiller spécial du Premier ministre, Japon)

Pascal LAMY (Organisation Mondiale du Commerce)

Youssou N'DOUR (Ministre du Tourisme et des Loisirs, Sénégal)

Érik ORSENNA (Académie française)

Coordination : **Jean PISANI-FERRY** (Le Cercle des économistes)

Journaliste modérateur : **François LENGLET** (France 2)

13h15

Amphi Montperrin

Conclusion et Déclarations finales du Cercle des économistes et des lauréats du concours Inventez 2020 !

Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes), **Youssou N'DOUR** (Ministre du Tourisme et des Loisirs, Sénégal) et **Érik ORSENNA** (Académie Française)

11:45 - 13:15

Amphi Montperrin

Session 23

The World and the Clash of Times

With the exception of North Korea and a few other similar political backyards, world leaders have to cope with the tyranny of emergency. Many of them, in advanced or emerging countries seem unable to devise and carry out a reform agenda, even at medium-term and even with a view to improving people's well being, not to speak of inter-generational and climate change issues.

How can this major challenge be faced? Is it a matter of governance in relation with the independence of Central banks originally created to counter time discrepancies? Could we rely on specific social cross-party models like in Northern Europe? Could international institutions be the answer as they try to be in Southern Europe? Is there no choice but to rely on crises to compel societies to extend their vision? Or should we accept that time preferences for the present for ever be heterogeneous and continue to divide societies?

Speakers:

Benoît COEURÉ (European Central Bank)

Gerhard CROMME (Siemens)

Koichi HAMADA (Special Advisor to the Prime Minister, Japan)

Pascal LAMY (World Trade Organization)

Youssou N'DOUR (Minister of Tourism and Leisure, Senegal)

Érik ORSENNA (Académie française)

Coordination: **Jean PISANI-FERRY** (Le Cercle des économistes)

Hosted by: **François LENGLET** (France 2)

13:15

Amphi Montperrin

Final Statements by the "Cercle des économistes" and the winners of the "Invent 2020!" contest

Jean-Hervé LORENZI (Le Cercle des économistes), **Youssou N'DOUR** (Minister of Tourism and Leisure, Senegal) and **Érik ORSENNA** (Académie Française)